

Le budget

J'étais déçu, parce qu'il parlait, je crois, des entreprises et du fait qu'elles ne contribuent pas à l'économie du pays. Il a même utilisé la vieille comparaison avec les capitalistes exploités. Il affirmait que nous devrions contraindre les entreprises à accepter de plein gré de réduire considérablement leurs profits. Selon lui, cela aiderait à relancer l'économie.

Le député n'est peut-être pas d'accord avec la façon dont j'interprète ses paroles, mais c'est ce que j'ai compris.

Permettez-moi de signaler que les entreprises, et surtout les sociétés ouvertes, sont essentiellement financées non seulement par les banques, comme le laissait entendre le député, mais aussi par les fonds de pension. Les actions d'un grand nombre de sociétés ouvertes ou de sociétés inscrites à la Bourse ont été achetées grâce aux fonds de pension.

D'où viennent ces fonds de pension? Des grands syndicats du pays. Je tiens à éclaircir un aspect très important de la question, un aspect qui semble échapper au Nouveau Parti démocratique qui représente réellement les syndicats. Je ne comprends pas pourquoi les néo-démocrates ne cessent de colporter faussement que ce sont les grosses sociétés ou les banques qui empochent tous les bénéfices. Ils passent leur temps à dire que les banques font des profits exorbitants. C'est leur dada. Pourtant, ces banques sont la propriété d'actionnaires qui, par le truchement de leur fonds de pension, sont constitués en syndicat.

• (1740)

J'imagine que si l'on n'obtient pas un rendement des sommes qu'on a investies dans une société publique qui est la propriété des adhérents à un fonds de pension et d'investisseurs particuliers, c'est que le fonds de pension ne va pas profiter autant que ses membres le souhaitent. Songez-y un instant. Tout est indissociable. On ne peut pas dire qu'un secteur de l'économie ne fait pas sa part.

Je veux faire une autre observation. Elle a trait au fait que le député dit que c'est notre argent. Ce n'est pas notre argent. Nous entretenons des liens si étroits avec la communauté monétaire internationale que nous dépendons totalement d'elle pour nous prêter de l'argent à court ou à long terme pour alimenter notre économie parce que nous avons une dette colossale, une dette qui s'est accumulée depuis 1984 à cause des intérêts composés et s'établit maintenant à quelque chose comme 190 ou 200 milliards de dollars. C'est plus du double.

Elle est plus du double même si le gouvernement a comprimé les dépenses. Elle n'a pas doublé parce que nous avons actionné la planche à billets ou injecté de l'argent dans l'économie. Elle a doublé à cause des

intérêts composés. Les gens n'oublieront jamais qu'avant que nous arrivions au pouvoir en 1984, le gouvernement précédent devait emprunter 16 milliards de dollars pour fonctionner. Nous avons dû emprunter ce montant-là pour payer les pensions, les soins de santé, les allocations familiales et faire fonctionner l'administration.

Pour ne plus avoir à emprunter ces 16 milliards de dollars, nous avons levé des impôts et aussi réduit de 75 p. 100 les dépenses du gouvernement. Nous avons renversé la situation. Auparavant, le déficit annuel était d'environ 16 milliards de dollars. Maintenant, il nous reste chaque année un surplus de presque 10 milliards de dollars après les dépenses de fonctionnement. Ces 10 milliards de dollars servent à payer l'intérêt sur la dette.

Nous n'avons donc pas à emprunter ces 10 milliards de dollars pour payer l'intérêt. Au lieu d'emprunter 45 milliards de dollars pour payer l'intérêt, nous en empruntons 35. Ils semblent oublier cela.

Ils disent que le budget ne répond pas aux besoins des Canadiens. Permettez-moi de revenir à l'intérêt composé et à la façon dont il a fait monter la dette. En 1984-1985, la dette nationale s'élevait à 206 milliards de dollars. L'intérêt composé sur cette dette est de 239 milliards de dollars. Nous avons un excédent d'exploitation de 25 milliards de dollars pour l'année 1984-1985, ce qui amenait notre dette nationale totale à 420 milliards de dollars.

Nous entendons constamment les libéraux et les néo-démocrates dire qu'il faut dépenser pour sortir de la récession, qu'il faut vraiment commencer à lancer de l'argent à gauche et à droite. En procédant ainsi, on augmenterait la dette, on détruirait la confiance de la communauté internationale. Si on tente d'encourager les investisseurs étrangers à investir ici, les autres partis nous disent: «Non, non, nous ne voulons pas de ces investissements». Ils ont choisi cette solution en Argentine. On provoquerait l'hyper-inflation; voilà ce qui s'est produit là-bas.

J'aimerais dire à mes collègues que j'étais présent lorsque le parti de l'opposition, le Parti libéral qui était au pouvoir à l'époque, appuyé par le Nouveau Parti démocratique, a tenté une opération semblable. Au début des années 80, en pleine récession, j'ai vu les taux d'intérêt grimper à 25 p. 100 et j'ai subi ce coût de l'argent dans ma propre entreprise.

Je sais ce qui s'est produit dans mon entreprise. À cause de ces taux d'intérêt, j'ai perdu tout ce que j'avais amassé jusqu'alors, tout le fruit de mon travail. J'ai perdu absolument tout parce que les taux d'intérêt ont grimpé à 25 p. 100 et le pays a perdu deux banques de l'Ouest durant cette période. Voilà ce qui s'est produit.